



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

08-02-2017

La seule voie possible pour développer l'industrie en France.

Le constat est sans appel

L'activité industrielle s'est considérablement affaiblie en France et elle continue de s'affaiblir. Un rapport du ministère des finances, publié dans les "Cahiers de la DG Trésor N° 2010-10" donne la mesure de cette réalité: "Le phénomène de désindustrialisation, qui touche la France comme l'ensemble des économies développées, peut être caractérisé par trois transformations concomitantes : **un recul de l'emploi industriel** (l'industrie a perdu 36 % de ses effectifs entre 1980 et 2007, soit 1,9 million d'emplois ou encore 71 000 par an), *un recul de la contribution de ce secteur au PIB* (le poids de l'industrie dans le PIB en valeur est passé de 24 % à 14 % entre 1980 et 2007) et **une forte croissance du secteur des services marchands**".

Depuis 2010 et plus particulièrement depuis 2012 ce processus s'est amplifié. Une étude publiée par l'INSEE en 2014 revient sur le recul du poids de l'industrie manufacturière dans l'économie française entre 1970 et 2014. Selon cette étude: « Il y a quarante-cinq ans, l'industrie pesait 22,3 % du PIB. Près d'un demi-siècle plus tard, cette part a été divisée par deux, à 11,2 % ». Si depuis 1970, la valeur ajoutée de l'industrie a été multipliée par 8,6 (à

213,8 milliards d'euros en 2014), celle de l'économie en général l'a été par 17,2 ».

Les conséquences de cet affaiblissement sont multiples mais l'essentiel est que cette perte de substance de l'activité industrielle entraîne un chômage de masse lié à la fois directement aux suppressions d'emplois et aussi à celles induites dans le tissu économique qui accompagne cette activité industrielle. **Les 7 millions de chômeurs sont bien le résultat de cette politique.**

Sur les causes de cette désindustrialisation, les avis dominants, ceux du patronat et des hommes politiques à son service sont simples: il s'agirait avant tout d'un problème de compétitivité de l'industrie française qui serait grevée par des « charges sociales » insupportables au regard de celles de nos voisins.

Ainsi, toutes les politiques publiques s'appuyant sur cette affirmation visent à répondre à cette exigence du patronat : diminuer les salaires qu'ils soient directs ou indirects, ce qu'il appelle improprement: "les charges sociales". Cette politique qui conduit à un transfert massif de la richesse produite du travail vers le capital, si elle a permis de faire croître les profits n'a en rien endigué la montée du chômage ni la désindustrialisation. Au contraire.

Un autre argument fréquemment mis en avant est celui de la financiarisation de l'économie qui porterait atteinte aux activités productives. A quoi est due la désindustrialisation ? A la finance ! Clément en cœur de Marine le Pen, Macron et tous les politiciens au service des monopoles ! Mais la finance, c'est le capital. Capital financier, capital industriel, sont étroitement imbriqués. Le capital se développe sous une forme industrielle, commerciale, bancaire, financière, suivant les opportunités de profit à développer et à réaliser.

Dans ce fatras, nous assistons à la montée d'une argumentation visant à expliquer le chômage de masse par l'idée que ce serait la faute à la robotisation, à l'informatisation, à la numérisation..., bref au progrès de la connaissance scientifique et technique. La fermeture annoncée de Whirpool Amiens (290 salariés), les suppressions massives d'emplois à EDF, dans les grands magasins,

les menaces qui se précisent à Alstom, sont le résultat d'une recherche accrue de profits et non pas des progrès techniques. Certains vont plus loin en prophétisant la « fin du travail » et sa transformation dans une société d'auto entrepreneurs! Si l'on ajoute à cela les théories sur la « décroissance », la « démondialisation » et « l'économie verte », nous avons un aperçu presque complet de tous les avatars des idéologies en vogue pour éviter la question cardinale: pourquoi la désindustrialisation et le chômage de masse et corrélativement: est-il possible d'en sortir et comment ?

Quelles sont donc les causes de la situation?

La loi d'airain du développement capitaliste c'est la recherche du profit maximum et l'accumulation du capital. Dans un contexte de concurrence mondiale exacerbée, les détenteurs de ces capitaux vont chercher les profits là où ils peuvent en extraire le plus et là où les marchés sont en développement.

La suraccumulation du capital entraîne une lutte sans merci pour capter la valeur produite par le travail, cela a pour conséquence une hypertrophie du système financier. La crise qui secoue le capitalisme mondial prend sa racine dans cette situation où des masses gigantesques de capitaux ne trouvent plus à se valoriser dans l'investissement industriel productif. C'est donc bien le système capitaliste lui-même, dans un contexte de développement extraordinaire des possibilités productives, qui est la cause de la crise, de la désindustrialisation et du chômage.

La cause n'est pas le développement des sciences et des techniques, plus généralement celui des forces productives, mais bien l'incapacité structurelle du capitalisme de mettre ces avancées au service d'une production répondant aux besoins des travailleurs. Les robots ne sont pas responsable du chômage, ils sont pour les capitalistes un moyen d'exploiter encore plus les salariés qui travaillent. Ils jettent au chômage des masses considérables de travailleurs dont ils considèrent qu'ils ne peuvent pas assurer une mise en valeur suffisante du capital.

C'est dans ces conditions que les idéologues des classes dominantes construisent la fable de la fin du travail et avancent des idées comme celle du "revenu universel" dont l'objectif est de maintenir la paix sociale tout en liquidant les acquis de la classe ouvrière.

Il faut réindustrialiser pour répondre aux besoins des travailleurs.

Ceux qui avancent la fin du travail ne sont pas aveugles. Ils savent que les besoins à satisfaire sont énormes. Prenons deux exemples: le logement et les transports. Selon l'association « Abbé Pierre », il y a 4 millions de mal-logés en France et 12 millions sont en précarité du point de vue du logement et de l'énergie. Pour résoudre cette question, il faut mettre en œuvre des chantiers, former et embaucher des salariés cela représente des millions d'heure de travail. Dans les transports, le réseau routier est en déshérence, en particulier le réseau secondaire. Là aussi, il faut investir, former et embaucher. La santé, l'enseignement et la recherche ont des besoins énormes et nous pouvons allonger la liste. **Oui il y a du travail et il faut s'emparer des avancées techniques, technologiques, scientifiques pour les mettre au service des travailleurs, améliorer leurs conditions de travail et satisfaire aux besoins de la vie courante.** C'est pourquoi notre parti se bat et fait la démonstration que des moyens immenses, humains et financiers existent pour cela et que l'on peut changer la vie tout de suite.

Sans s'attaquer aux monopoles capitalistes rien de tout cela n'est possible.

Nous disons cela parce que les intérêts des grands monopoles capitalistes sont profondément contradictoires avec le développement de la production au service du peuple. Ils n'ont que leurs profits en vue, c'est à dire l'exploitation des travailleurs pour les réaliser. Il faut donc s'attaquer au capitalisme, l'abattre pour construire une société socialiste. C'est une orientation stratégique. Elle ne prend de sens que par la lutte quotidienne pour préserver les acquis des luttes, faire reculer l'exploitation et construire un rapport de force lucide et conscient pour en finir avec le capitalisme.

Certains, s'expriment en faisant miroiter qu'il suffirait de réformer le système, en gommer les aspects les plus cruels pour que de nouveau la prospérité revienne. Cela fait des décennies qu'ils nous expliquent cela et les choses s'aggravent. D'autres voient dans l'alliance entre le capital et le travail la base d'un compromis seul capable de nous projeter dans l'avenir, citons les: " Le développement industriel a besoin de salariés innovants, aux

compétences reconnues, bien rémunérés, occupant des emplois stables et prenant une part active aux décisions. Seuls des salariés compétents et impliqués sont, en effet, en mesure de donner aux entreprises les capacités d'innover. **Ici réside le compromis fondamental entre le capital et le travail sans lequel aucun développement n'est possible** ”.

Tout est dit dans cette phrase. Les dirigeants syndicaux et politiques signataires de ce texte sont à la recherche d'un compromis de plus avec le capital. La recomposition politique à laquelle ils travaillent n'a pas d'autre but. Canaliser le mécontentement pour le maintenir dans le cadre du système. Il n'y a non plus rien à attendre de tout cela!

Tout le montre, il faut et il est possible de réindustrialiser la France, de créer des millions d'emplois qualifiés, pour cela, il faut rassembler dans la lutte contre la domination des monopoles capitalistes. Notre candidat Antonio Sanchez, comme nos candidats aux élections législatives sont porteur de cette politique.